

# PROPOS D'UN ARCHÉO... STALINO-FASCISTE...

Pierre Mauroy s'est entretenu avec le secrétaire du *Parti communiste italien* (PCI) qui s'est affirmé partisan d'une «eurogauche» et qui nous apprend que «pour des raisons bien précises, nous n'avons pas privilégié une politique de lutte de classe mais une politique nationale prenant en compte les disparités Nord-Sud qui affectent l'Italie: grâce à Gramsci, nous avons aussi toujours accordé la priorité aux rapports entre socialisme et démocratie et nous avons depuis longtemps l'habitude de travailler non seulement avec nos ouvriers du Nord, mais aussi avec une petite bourgeoisie menacée par l'évolution de notre société» (1). Voilà des propos que Mussolini aurait, à coup sûr, chaleureusement approuvés.

Décidément, il n'est pas faux de prétendre que «l'historien repasse les plats». Voilà qu'après à peine un demi-siècle, on nous ressort, avec presque les mêmes mots, les vieux thèmes de la propagande nazie - *Neues Europa, Neue Ordnung* - qui font penser à la «Communauté européenne» et à «l'eurogauche». Les mots changent mais l'objectif demeure: écraser la classe ouvrière et ses organisations en instaurant un ordre corporatiste dont l'histoire nous a appris que son existence était incompatible avec le maintien des libertés démocratiques.

Quoi qu'il en soit, le digne héritier de Mussolini qui préside aujourd'hui aux destinées du parti néo-stalinien au lieu de venir bavarder dans le nord de la France sur Gramsci (l'idole de la gauche du XVIème) ou de «l'alliance avec la petite bourgeoisie», aurait mieux fait de regarder ce qui se passe en Corse. D'abord c'est plus près de chez lui, et il aurait pu constater (mais en est-il encore capable?) que la lutte des classes demeure une réalité bien vivante devant laquelle les rodомontades de Rocard l'ex-gauchiste (tiens, comme Mussolini!) du PSU sont totalement impuissantes... A moins de réinventer les «chemises noires» ou les «chemises brunes»... sait-on jamais?

## Toujours la rigueur...

Pendant ce temps, le «valet de pied» de François Mitterrand, Sa Suffisance Pierre Bérégovoy elle-même maintient et persiste dans la politique de rigueur chère à Jacques Delors (l'ami du secrétaire du PC italien). Il annonce un nouveau tour de vis sur les salaires et sur les retraites. Dans ces conditions, il est permis de se demander ce qui va subsister du traitement des fonctionnaires dont on sait, depuis Pierre Laval, qu'ils sont tout naturellement les premières victimes d'une politique «déflationniste».

Il est vrai que Pierre Bérégovoy - que ni la logique, ni l'honnêteté n'étouffent - s'en prend aux compagnies pétrolières (faut bien un bouc émissaire) qu'il invite à «modérer les hausses de l'essence», lesquelles compagnies pétrolières lui rappellent fort opportunément que «la fiscalité sur le litre d'essence n'a cessé de croître, passant de 66% en janvier 1986 à 77% en 1987 puis à 80% nouvellement».

## Le saccage du service public

Après le plan Jospin, voici le rapport Prévôt (ancien permanent CFDT)

*Le Monde* du jeudi 13 avril dans la rubrique *Affaires* - ces choses-là ne s'inventent pas! - nous apprend que «sur le rapport Prévôt, les syndicats seraient sur la défensive».

(1) Déclaration du *Monde* le 13 avril 1989.

Eh bien, au moins en ce qui concerne les syndicats FO, *Le Monde*, et ce ne serait pas la première fois, se trompe, ou nous trompe. Il suffit de lire la déclaration de la fédération FO des PTT de l'Île-de-France (que nous publions intégralement) pour constater un appel «*offensif*» à la mobilisation... comme au temps de «*Longuet*».

### **Encore et toujours le congrès de la CGT-FO**

Décidément, le congrès de la CGT-FO n'a pas fini de faire parler de lui. Dans une feuille de chou, *Questions socialistes* (mars 1989), d'un des innombrables groupuscules momentanément fédérés dans le nouveau Parti socialiste, on peut lire ceci: «*Le rôle joué par le PCI-MPPT en faveur de Blondel, outre le fait qu'il a été démontré que cette fraction politique faisait la pluie et le beau temps dans l'organisation, met aujourd'hui en danger l'unité de FO et son indépendance*».

Et puis: «*L'opposition à Marc Blondel s'organise activement, dans le calme et la discrétion, sur des bases syndicales, tolérantes et modernes. Elle est déterminée. Nous aurons l'occasion d'en reparler*».

C'est exactement ce que dit et fait Bernard Bolzer qui (au nom de l'eurogauche?) se veut l'initiateur d'une nouvelle croisade anti-communiste et redécouvre l'image de «*l'homme au couteau entre les dents*».

Faisons remarquer à Bernard Bolzer que ça fait un peu démodé et, de surcroît, incompréhensible de la part d'un militant qui, il n'y a pas si longtemps encore, se prétendait anarcho-syndicaliste et qui, par ailleurs, ne ménagea ni ses efforts... ni les miens! pour tenter de convaincre Pierre Lambert de lui envoyer au SNUDI les instituteurs trotskystes de l'EE-FUO restés, comme chacun sait (et avec la bénédiction d'André Bergeron), en grand nombre au SNI, où, au demeurant, ils risquent de prendre d'autant plus d'importance que les effectifs du SNI fondent comme beurre au soleil!

Cela étant, Bernard Bolzer ne manque pas de culot en établissant un parallèle entre notre situation de la Libération à 1947 dans la CGT colonisée par les staliniens et la situation qui serait actuellement la sienne dans la CGT-FO.

J'ai moi-même appartenu aux «*Amis de Force Ouvrière*» et défendu mes idées, face aux staliniens dans la CGT. Il y fallait un peu plus de courage que pour «*affronter*» Blondel ou Hébert dans la CGT-FO. En vérité, il semble bien que Bolzer demeure un nostalgique de UID et voudrait transposer dans FO les mœurs de la FEN. Cela prouve au moins une chose: il n'a rien compris au syndicalisme confédéré, et sa tentative, quels qu'en soient les inspireurs, est vouée à l'échec. C'est d'ailleurs ce qu'affirme très tranquillement la déclaration de Jean-Claude Mallet au Conseil national du SNUDI du 12 avril 1989 (lire dans ce journal).

**Alexandre HÉBERT.**

-----